

# La confiance renaîtrait-elle?

Les médecins peuvent, à bon droit, s'inclure dans les groupes professionnels privilégiés qui bénéficient d'une confiance élevée de la population. Les enquêtes publiées chaque année par la presse profane attestent la pérennité de cette attitude bienveillante, au grand dam des oiseaux de mauvais augure. De plus, cette confiance est accordée aux médecins les yeux fermés par les patients et leurs collègues.... et en principe aussi par les assureurs, les autorités et les administrations, mais là c'est une autre paire de manches.

On peut en effet affirmer avec quelque raison qu'une culture de la méfiance s'est développée ces dernières années dans la collaboration entre les partenaires de la santé, en particulier entre médecins praticiens et assureurs. Pour preuve, l'augmentation outre mesure des rapports médicaux, exigés en fin de compte pour contrôler l'activité médicale. La frustration face aux démarches administratives vides de sens a été l'une des raisons de la manifestation des médecins de premier recours du 1<sup>er</sup> avril. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les médecins psychothérapeutes auront «le plaisir», on le sait, d'effectuer un travail supplémentaire de justification.

C'est que nous ne vivons pas (ou plus) dans un pays de cocagne, pourrait-on argumenter; les critères EAE règnent d'une main de fer en induisant des contrôles par la force des choses. La question est maintenant de savoir si ces contrôles satisfont eux-mêmes aux critères EAE ou s'ils ne sont pas en train de devenir, visiblement, un exercice alibi générateur de coûts.

L'évolution des coûts de la santé n'a pas lieu de façon isolée, mais elle trouve ses racines dans un contexte touchant la société dans son ensemble. L'économiste Guy Kirsch, un penseur original parmi ses pairs, a exprimé sa pensée dans la NZZ du 26 août dernier par le biais d'un essai remarquable sur la valeur accordée à la confiance par notre société.

Savoir comment traiter des partenaires fiables et être réputé soi-même digne de confiance

sont deux caractéristiques qui procurent des avantages manifestes, estime Guy Kirsch, car on s'épargne des mécanismes de contrôle chers ou même hors de prix. A son avis, le problème réside dans le fait que notre société a perdu, à maints niveaux, les repères nécessaires au développement de la confiance entre différents acteurs. Cette perte est due à l'effilochage du réseau social et aux contacts de plus en plus superficiels et sans engagement entre les personnes.

La tentative de remplacer le manque de confiance par des lois et des règlements est certes une réaction compréhensible aux changements survenus. Mais cette voie peut mener à un durcissement de la situation si la dépréciation des relations sociales qu'elle entraîne menace d'étouffer le peu de confiance restant. Il est pour le moins intéressant de considérer les interactions entre partenaires de la santé sous cet angle, histoire de changer de point de vue et au sens d'un exercice intellectuel.

Des solutions simples pour remédier à ce malaise ne sont pas en vue. La confiance ne peut pas être tout simplement décidée d'un commun accord, dans l'idée que les deux parties en profiteraient. Pour former une confiance durable, Kirsch estime important que les élites sociales se comportent en tant que groupes dignes de confiance et qu'elles soient conscientes de leur responsabilité à cet égard. Les complicités entre collègues mafieux nuisent non seulement à la fiabilité du groupe mais provoquent aussi la méfiance à l'égard de l'ordre social qui les génère.

Sortir du climat de méfiance présuppose une prise de conscience et des efforts de tous les participants. Dans ce contexte, l'estime élevée dont jouit notre profession auprès du public, telle que nous l'évoquions ci-avant, n'est pas un privilège dû au hasard. Elle montre, bien au contraire, que le corps médical ne fait apparemment pas tout faux.

*Bruno Kesseli*